

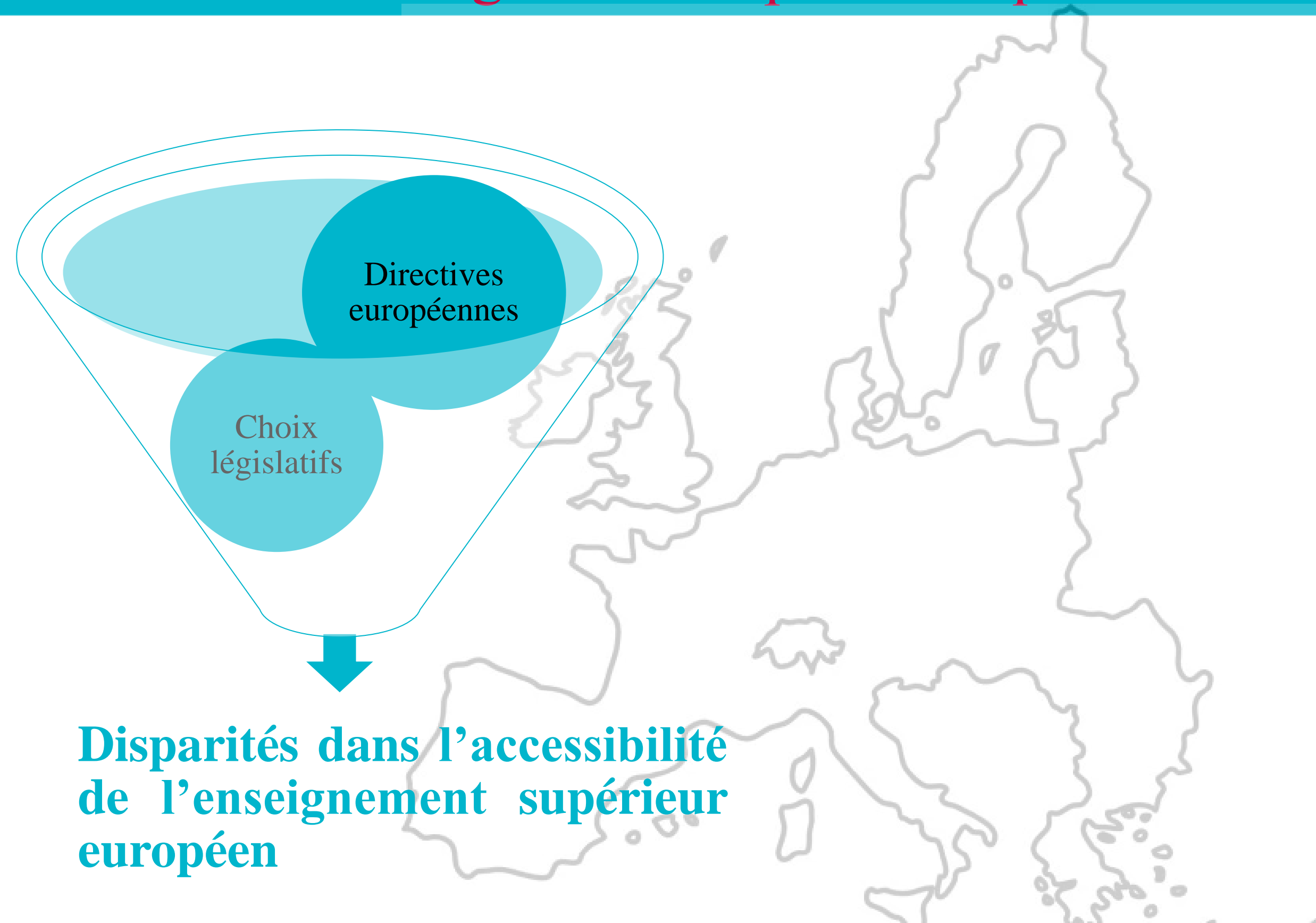
L'inclusion dans l'enseignement supérieur en Europe

Directives européennes, quels choix législatifs nationaux ?

Bossut Elise, Carton Tabatha, Glineur Charles, Lejeune Eline & Lahaye Willy

Inclusion dans l'enseignement supérieur : quels défis ?

Mise en œuvre nationale des directives européennes



Complexité de la mise en œuvre

- Absence de consensus sur les publics à inclure
- Manque de données comparatives entre les pays membres

Salmi et D'Addio, 2020

Liberté législative des Etats membres

- Adaptation au contexte national
- Disparités dans l'application

ONU, 2003 ; Demeuse et al., 2008

Déclaration de Salamanque (1994) ; CDPH (2006) ; Commission européenne (2017, 2022) ; Eurydice (2022) ; Bouquet (2015) ; Tremblay et Loiselle (2016)

Méthodologie de recherche

Comment les états membres mettent en œuvre leur liberté législative en réponse aux directives européennes ?

Echantillon

24 textes législatifs issus de 7 pays : Belgique, France, Allemagne, Pologne, Espagne, Italie et Finlande.

Analyse de contenu législatif

- Classement des extraits de textes selon les dimensions de l'accessibilité

Analyse des approches législatives

- Types de transposition
- Types d'approche nationale

Résultats

La transposition des directives européennes

Non- conditionnée

La directive européenne est inscrite dans la législation nationale **sans** demande d'exigence pour que l'application se produise.

Conditionnée

La directive européenne est inscrite dans la législation nationale **avec** une demande d'exigence pour que l'application se produise.

Directive européenne	Assurer la passation des examens avec aménagements raisonnables
Transposition Non-conditionnée	« Pour garantir l'égalité des chances entre les candidats, des aménagements aux conditions de passation des épreuves orales, écrites, pratiques ou de contrôle continu des examens ou concours de l'enseignement scolaire et de l'enseignement supérieur, rendus nécessaires en raison d'un handicap ou d'un trouble de la santé invalidant, sont prévus par décret. » (L'article L112-4 du Code de l'Education français).
Transposition Conditionnée	« Le traitement individualisé prévu aux paragraphes [...] en faveur des étudiants handicapés est autorisé pour la réussite aux examens universitaires avec l'accord de l'enseignant de la matière [...] » (L'article 16 prg 5 de Loi 104/1662 italienne).

L'approche législative nationale

Approche critériée

Segmente l'application des directives en fonction de paramètres bien définis, **limitant** leur portée à des normes précises.

Approche holistique

Intègre les directives de manière **large** et inclusive, englobant l'ensemble des aspects de l'accessibilité dans le cadre législatif.

Directive européenne	Assurer la passation des examens avec aménagements raisonnables
Approche holistique	« [...] Les examens seront adaptés aux caractéristiques de l'handicap du candidat » (L'article 20 de la Loi générale sur les droits des personnes handicapées et leur inclusion sociale espagnole).
Approche critériée	« [...] Les modalités de ce contrôle tiennent compte des contraintes spécifiques des étudiants accueillis au titre de la formation continue. Elles sont adaptées aux contraintes spécifiques des étudiants ou personnes bénéficiant de la formation continue présentant un handicap ou un trouble invalidant de la santé ou en état de grossesse. Elles doivent être arrêtées dans chaque établissement au plus tard à la fin du premier mois de l'année d'enseignement et elles ne peuvent être modifiées en cours d'année.» (L'article L613-1 du Code de L'Education français).

Discussion

Absence de schéma type dans la matrice des politiques d'inclusion.

« Les politiques éducatives en apparence identiques peuvent aboutir à des résultats divergents, dans des contextes différents. » (Mons, 2007, p,442)

Les stratégies nationales sont influencées par des facteurs contextuels : priorités nationales, cadre législatif, ressources disponibles (ONU, 2003 ; Demeuse et al., 2008 ; Bernard, 2021).

• Bernard, P. (2021). La lutte contre le décrochage scolaire en Europe : une politique de la formation professionnelle. *Education et Sociétés*, n° 46(2), 95-109. <https://doi.org/10.3917/es.046.0095>

• Bouquet, B. (2015). L'inclusion : approche socio-sémantique. *Vie sociale*, 2015/3 n° 11, pp. 15-25. <https://doi.org/10.3917/vsoc.153.0015>

• Child Protection Minimum Standards (CPMS) Working Group. (2023). *Availability, Accessibility, Acceptability and Quality Framework*. <https://alliancecpms.org/en/technical-materials/availability-accessibility-acceptability-and-quality-framework>

• Commission européenne. (2017). *Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions : Une nouvelle stratégie de l'UE en faveur de l'enseignement supérieur (SWD/2017/164 final)*.

• Commission européenne. (2022). *Education and Training Monitor 2022*. Publications Office of the European Union. (COM/2022/700 final).

• Demeuse, M., Frandji, D., Greger, D., & Rochex, J. (2008). *Les politiques d'éducation prioritaire en Europe*. Tome I. Dans ENS Editions eBooks. <https://doi.org/10.4000/books.enseditions.1318>

• European Education and Culture Executive Agency, Eurydice, Parveva, T., Motejunaite, A., Noorani, S. (2022). *Structural indicators for monitoring education and training systems in Europe 2022 : overview of major reforms since 2015*. Publications Office of the European Union.

• L'article 16 prg 5 de Loi 104/1662 italienne, L'article 20 de la Loi générale sur les droits des personnes handicapées et leur inclusion sociale espagnole, L'article L613-1 du Code de L'Education français, L'article L112-4 du Code de l'Education français

• Mons, N. (2007). L'évaluation des politiques éducatives. Apports, limites et nécessaire renouvellement des enquêtes internationales sur les acquis des élèves. *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 14(3), 409-423. <https://doi.org/10.3917/ripc.143.0409>

• Organisation des Nations unies. (1999b). *Le contenu du droit à l'éducation*. Commission des droits de l'homme UN Doc. E/CN.4/Sub.2/1999/10.

• Salmi, J. & D'Addio, A. (2020). *Policies for achieving inclusion in higher education*. Policy Reviews in Higher Education. DOI: 10.1080/23322969.2020.1835529

• The Availability, Accessibility, Acceptability and Quality (AAAQ) : Realising social, economic and cultural rights through facts based planning, monitoring and dialogue. (s. d.). Dans The Danish Institute For Human Rights. <https://www.humanrights.dk/projects/aaaq-toolbox>

• Tremblay, S. & Loiselle, C. (2016). *Handicap, éducation et inclusion : perspective sociologique*. *Éducation et francophonie*. 44, 9-23. 10.7202/1036170ar.